https://snfolcdijon.fr/spip.php?page=article&id_article=249



- Actualités -



Date de mise en ligne : dimanche 28 avril 2024

Copyright © SNFOLC Dijon - Tous droits réservés

Copyright © SNFOLC Dijon Page 1/3

Le gouvernement lance des attaques graves contre notre statut :

1°) Le ministre Guérini veut supprimer les catégories A, B, C mettre en place des filières métiers et le salaire au mérite : C'est remettre en cause la progression des salaires à l'ancienneté et la garantie d'un déroulement de carrière. C'est soumettre l'ensemble des fonctionnaires à l'appréciation subjective de l'autorité hiérarchique, donc à la pression de l'arbitraire! Le gouvernement veut aussi faciliter les licenciements pour insuffisance professionnelle.

Pour FO, le statut général de la fonction publique est le seul statut permettant de servir l'usager de manière égalitaire en garantissant la cohésion sociale. FO revendique des mesures d'urgences et immédiates de revalorisation du point d'indice ainsi que son indexation sur l'inflation.

A lire sur ce sujet, pour avoir des explications supplémentaires :

- [-] la <u>déclaration du bureau fédéral</u> de la FGF.
- [-] et le communiqué de presse de la FGF.
- 2°) Le ministère de l'Education Nationale envisage de recruter des professeurs des écoles pour renforcer les cohortes de profs de Français et de Maths nécessaires à la mise en place de ses groupes de niveaux en collège. En difficulté pour préparer la rentrée, le ministère veut limiter l'embauche de fonctionnaires. Il privilégie le recours aux enseignants du 1er degré pour assurer l'enseignement des groupes de français et maths en collège. Il appelle les retraités à revenir et mise sur les contractuels. FO refuse qu'on abatte les limites entre les corps et les statuts.
- 3°) Refonte annoncée des concours de recrutement : la mise en place de ce que le gouvernement appelle des « écoles normales du XXI° siècle » est une formule publicitaire, qui cache en réalité la poursuite de la destruction de la formation disciplinaire des enseignants et des concours eux-mêmes. S'il prévoit de placer le concours à Bac+3, le projet maintient la « masterisation » de la formation des enseignants, avec des lauréats de concours rémunérés à 900 Euros par mois! Pour l'accès aux concours du second degré, sont annoncés des « modules », qui viendront prendre place au coeur des licences disciplinaires existantes. Il est prévu qu'ils accaparent la moitié du volume horaire en 2° et 3° année de licence. Si ces modules sont mis en place, c'est donc une coupe franche dans les enseignements disciplinaires de licence. Dans la droite ligne, les épreuves des CAPES et concours assimilés conserveraient un format où la priorité est donnée à des attentes non disciplinaires.

La FNEC FP-FO revendique l'ouverture de négociations sur les revendications :

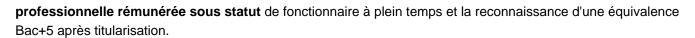
[-] Abandon de la masterisation et surtout du master d'enseignement MEEF.

Vous pouvez lire le détail dans le communiqué de la FNEC du 10 Avril.

[-] Recrutement par concours après Licence (Bac + 3/Bac + 4 pour les agrégés) avec une véritable formation

Copyright © SNFOLC Dijon Page 2/3

Attaques multiples contre le statut



[-] Respect de la qualification acquise par le diplôme national de Licence ; égalité face aux concours de tous les diplômés de Licence.

Copyright © SNFOLC Dijon Page 3/3